



INFO LUTTES

N°48

Montreuil, le 22 janvier 2020

CONTRE LE VIRUS À POINTS

La tempête, la grippe chinoise, rien n'y fait... le mouvement contre la réforme des retraites continue à s'imposer dans l'actualité.

La nouvelle mobilisation de 3 jours à l'appel de l'intersyndicale confédérale débute aujourd'hui, et de nombreuses actions sont recensées.

Messieurs Philippe et Macron, votre projet est mauvais et rejeté !



► C'EST REPARTI POUR 3 JOURS D'ACTION

Pour le Gouvernement, les grèves, la mobilisation en général contre le projet de régime par points ne seraient qu'un lointain souvenir.

Et pourtant !

A la SNCF, la grève se poursuit, après 49 jours. Les cheminots restent mobilisés et s'engagent pour que la journée d'action du 24 janvier prochain soit d'une grande ampleur.

Usant d'effets de manche, le Gouvernement tente de clore le dossier Retraite, et ainsi reprendre un cours plus normal de l'activité gouvernementale.

La méthode Coué de l'Exécutif, misant sur un affaiblissement du mouvement, ne prend pas. Alors qu'il ne convainc pas sur son projet, qu'il adopte sciemment la stratégie du pourrissement, qu'il tergiverse pour mettre en place un simulateur, qu'il n'arrive toujours pas à expliquer ce qu'est une carrière complète, voilà que le Gouvernement essaye de tripatouiller certains chiffres de l'étude d'impact de la loi, concernant notamment la progression de l'âge de départ moyen à la retraite. **Autrement dit, il veut cacher le fait qu'un âge pivot évolutif va être inscrit dans la loi** (il évoluerait au fur et à mesure que l'espérance de vie augmenterait).

La lutte continue, les grèves s'organisent dans différents secteurs d'activité, appuyées par des initiatives selon les entreprises en lutte.

Malgré l'impact financier, conséquent pour certains, la fatigue qu'entraînent un conflit long, notre conviction que le projet de réforme du Gouvernement est mauvais, notre engagement sans faille dans cette bataille, nous conduisent à redoubler d'efforts pour élargir et convaincre les cheminots sur les sites ferroviaires.

UNIS, RETROUVONS-NOUS DANS LA RUE LE 24 JANVIER !



TOUJOURS PLUS D' ACTIONS DANS LES PROFESSIONS

Alors que la propagande du Gouvernement essaye d'exploiter l'évolution de la forme de lutte à la RATP et à la SNCF, nous constatons, au contraire, que le conflit s'étend progressivement dans les autres professions.

L'ÉNERGIE

Le durcissement du mouvement se traduit par l'arrêt, hier, de Grand'Maison, la plus grosse centrale hydroélectrique de France, suite à la décision des salariés de partir en grève reconductible. Dans l'énergie, il y a aussi des blocages de plateformes de chantiers, de centres de stockage gaziers et de terminaux méthaniers, des opérations de baisse de production et de coupure d'électricité.

LES PORTS

Une seconde opération « ports morts » est lancée depuis ce matin. Pendant 3 jours, les grands ports nationaux seront totalement bloqués. Et les grévistes se sont organisés avec les marins pour que les autres jours soient également perturbés par les équipages des bateaux et des remorqueurs.



LA JUSTICE

Les avocats poursuivent leur grève. Après avoir bloqué les audiences pénales et civiles, ils ont organisé, hier, des envahissements de tribunaux de commerce.

L'ÉDUCATION

Plusieurs lycées sont bloqués ou touchés par la grève cette semaine. Pour faire passer les épreuves du nouveau contrôle continu du BAC, le Ministère a dû faire appel à des retraités. L'un d'entre eux, âgé de 83 ans (!!!), s'est blessé en tombant au lycée Jean-Monnet de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire). Slogan des profs qui contestent à la foi la réforme des retraites et la réforme Blanquer : « Ni retraite Macron, ni bac maison ! »

Plus étonnant : les lycées français de Berlin, Munich et Barcelone ont décidé de rejoindre la grève à partir de vendredi contre la réforme des retraites. C'est une première historique !

LA PROPRETÉ

Depuis lundi soir, plusieurs réseaux de collecte des ordures sont en grève, comme au Mans. Les égoutiers de Paris se sont rassemblés ce matin devant le Ministère des Finances.

ÉNORME MOBILISATION À LA MARTINIQUE

Après une réunion tenue ce lundi 20 janvier, les salariés des petits commerces, de l'industrie et de la grande distribution ont décidé un appel à la grève générale pour le vendredi 24 janvier.

Un préavis a également été posé à la raffinerie. L'île sera paralysée vendredi.

92% des lycées et collèges étaient déjà bloqués hier.



► PÉNIBILITÉ : RETOUR À LA CASE DÉPART !

La Direction SNCF poursuit son travail interne pour rassurer les cheminots sur leur retraite. Mais paradoxalement, plus elle explique, plus de nouveaux sujets d'inquiétude émergent.

Dans un document de SNCF Réseau du 17 janvier 2020 intitulé « audioconférence RH », nous pouvons découvrir que le dispositif de pénibilité à la SNCF est maintenu « *pour les salariés dont l'emploi est reconnu comme pénible dans le décret 2008-639 du 30 juin 2008* ».

Problème : ce décret n'a pas été modifié suite à la négociation d'entreprise et il ne reprend donc pas les 23 emplois-repères supplémentaires que nous avons arrachés à l'époque.

Les organisations syndicales qui ont « négocié » cet accompagnement de la réforme des retraites ont laissé passer ce recul énorme.

Les agents des gares, l'infra MT et le Matériel sont les principales victimes de ce retour en arrière !

Sont concernés :

Gares : les agents d'escale, les commerciaux Transilien, les chefs d'escale, les régulateurs.

Équipement : les opérateurs et techniciens maintenance engins outillages mécanique, les agents d'entretien levage/pesage, les opérateurs et techniciens Télécom, les opérateurs et techniciens EALE et ultrasons, les conducteurs d'engins, les techniciens des équipes mécanisées, équipes bourrage et équipe désherbage.

Matériel : les opérateurs maintenance électrotechnique, système, dépannage, climatisation, usinage, et les agents de flux logistique.



La défense de nos droits, de nos acquis en matière de pénibilité, et leur amélioration, passent par le retrait de la réforme du système par points !

► LES PARTIS POLITIQUES DE GAUCHE S'UNISSENT

Après un meeting commun à St Denis en décembre 2019, 13 partis de gauche* se sont retrouvés mercredi pour présenter une plateforme commune de propositions sur les retraites.

Ils exigent le **retrait du projet de réforme**.

Ils proposent d'engager des négociations sur l'amélioration du système actuel.

Ils proposent une **retraite minimum au niveau du SMIC**, une règle d'or sur la parité du niveau de vie entre les retraités et les travailleurs dans le public comme dans le privé, des mesures contraignantes pour l'égalité salariale entre hommes et femmes, l'amélioration de la prise en compte de la pénibilité, et diverses mesures de financement.

Même si des divergences perdurent entre ces organisations, il est positif que, sur un sujet aussi concret et aussi mobilisateur, elles fassent l'effort de s'entendre sur les solutions alternatives au projet du Gouvernement pour relayer les attentes du mouvement social.

* Les partis signataires sont : PCF, PS, EELV, Générations, Ensemble, GDS, GRS, RDG, Nouvelle Donne, Place Publique, R&S, UDE, PEPS.



ET PENDANT CE TEMPS LÀ, LES PARTIS DE DROITE...

Une proposition de loi a été déposée au Sénat par Bruno Retailleau, sénateur Les Républicains, afin de s'attaquer, une nouvelle fois, au droit de grève.

Alors que l'opinion publique est opposée à la réforme, la droite veut empêcher les salariés de contester et (ré)invente le travail forcé !

Au menu : obligation de faire rouler 30 % des circulations, avec possibilité de les concentrer aux heures de pointe (donc potentiellement d'imposer 100 % de circulation à ces horaires), autorisation de réquisitionner des grévistes pour réaliser ce service minimum, amende aux entreprises qui ne le respecteraient pas...

Pour rappel, les sénateurs sont élus par des grands électeurs, issus en majorité des conseils municipaux. Donc si vous voulez sanctionner les sénateurs Les Républicains, c'est aux élections municipales des 15 et 22 mars 2020 que ça se joue !

ET UN SONDAGE DE PLUS !

Le dernier sondage est tombé aujourd'hui.

L'institut ELABE pour BFMTV annonce que **61%** des Français estiment qu'Emmanuel Macron devrait prendre en compte la contestation et **retirer sa réforme !**

Il y a bien une radicalisation ! C'est celle de la population qui en a marre d'un Gouvernement sourd qui fracture le pays. Le retour au calme n'est pas demandé aux grévistes, il est demandé au Gouvernement, avec l'abandon d'une réforme dont personne ne veut !

Non seulement nous défendons la justice sociale, mais nous défendons également la démocratie. On ne fait pas une réforme contre son peuple !

On ne lâche RIEN !

LES SYNDICATS CGT PERMETTENT DE PESER

Sans syndicats CGT forts dans les ports, pas d'opération de blocage.

Sans syndicats CGT forts dans l'Énergie, pas de fermeture de centrales ou de coupures.

Pour conduire un mouvement de grève et réussir à s'opposer au Gouvernement, il est nécessaire d'être les plus nombreux et les plus organisés possible,

Au quotidien, le syndicat CGT, c'est un lieu d'information, de débat sur la stratégie et les actions à mener, de partage des tâches à accomplir (tracts, tournées, tours téléphoniques, organisation des piquets de grève, des réunions, des manifs, des cahiers revendicatifs...).

Renforce la CGT, défends-toi mieux, adhère au syndicat !

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
E-mail :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur:..... Tél :
Syndicat :..... Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

